

A voir et à écouter

Terre à terre, France culture, de 7h à 8h. samedi 10 novembre 2007 Les chercheurs "lanceurs d'alerte" http://www.radiofrance.fr/chaines/france- culture2/emissions/terre a terre/fiche.php?di ffusion_id=57014&pg=avenir>

Avec : Christian Velot, maître de Conférences, Génétique Moléculaire Université Paris-Sud ; Jacques Testart, biologiste, directeur de recherche à l'INSERM ; André Cicolella, chercheur, chimiste; Pierre Meneton, chargé de recherche à l'INSERM

à écouter en podcast jusqu'au 16 nov.

ENVIRONNEMENT & NATURE BURDIGNES propose à Burdignes le 23 NOVEMBRE à 20 H 30 Salle le Tilleul LES ABEILLES, LES HOMMES: VIES, SURVIES. La disparition des abeilles. vec la projection du documentaire : « LE POLLEN DE LA DISCORDE » Film de Marc PEYRONNARD, Suivi d'un débat animé par Jean-Paul SUC (Apiculteur) et Jean-Luc ROBERT (Zérogm 42)

Les causes naturelles : l'utilisation abusive des pesticides et des insecticides ; I La contamination du milieu naturel par la complicité de l'abeille ; par la pollinisation Les conséquences sur la biodiversité

A Lire:

La guerre des ogm mise à jour, de Hervé Kempf

en vente à Rés'OGM Info

Atout BIOdiversité Un programme pour favoriser la présence des auxiliaires de cultures

http://perso.orange.fr/gorperpignan/atbio.htm

Tables rondes organisées par Rés'OGM Info sur le Grand Lyon

Mardi 20 novembre 2007, à 18 h, à Rillieux la Pape Projection du film:

Alix au pays des gènes, de O. Guérard, suivie de la Conférence-débat :

> « OGM: enjeux, risques, où en est on aujourd'hui?»

Avec Jean-François Humbert (biologie des populations, INRA, Institut Pasteur)

Hôtel de ville, 165 rue Ampère, Salle du conseil municipal Rillieux-la-Pape

Mercredi 28 novembre 2007, à partir de 19h30, à **Mions**

OGM: peut on breveter le vivant? Mystifications scientifiques et brevetabilité du vivant

Avec Jean-Pierre Berlan, Directeur de recherche en agronomie INRA, économiste

Centre culturel J. Moulin, Place Jean Moulin

Mardi 11 décembre 2007, à partir de 19h30, Villeurbanne

Du champ à l'assiette...

Comment construire une agriculture respectueuse de l'environnement et des consommateurs ?

OGM ?!! N'y a t'il donc pas d'autres alternatives ? L'autonomie alimentaire des élevages, la lutte biologique...

Avec Gérard Leras, élu au Conseil régional Rhône-Alpes et Simon Grenier, directeur de recherche INRA/INSA

CCVA, salle des spectacles, 234 cours Emile Zola

Jeudi 6 et Vendredi 7 décembre 2007 à l'ENITA de **Lempdes Clermont-Ferrand**

http://www.semencespaysannes.org/index.php?rubrique_id=

Quelles plantes pour des agricultures paysannes : séminaire les méthodes de sélections

Jusqu'à l'arrivée des OGM, l'amélioration des plantes par les techniques modernes de culture et de sélection n'a jamais été contestée autrement qu'à la marge. Avec les OGM, puis plus récemment les plantes mutées, cette contestation rentre aujourd'hui dans le débat public : les performances annoncées et trop souvent non vérifiées ne compensent plus la perte de confiance dans l'agriculture « productiviste » moderne et, suite aux nombreuses crises « sanitaires », de nombreux citoyens revendiquent le droit d'interroger la recherche. Ils s'interrogent sur les avantages et inconvénients de ces méthodes pour les paysans et la Société aux plans agronomique, socio-économique, nutritionnel, sanitaire, de la souveraineté alimentaire, de l'érosion de la biodiversité...





José Bové reste libre, alors que la France s'attaque aux maïs transgéniques

LE MONDE | 13.11.07 | 15h13 • Mis à jour le 13.11.07 | 15h13 http://www.lemonde.fr/web/article/0,1-0@2-3224,36-977698@51-977498,0.html

Lundi 12 novembre, José Bové est ressorti libre du bureau de la juge d'application des peines du tribunal de Millau. La magistrate et le porte-parole des Faucheurs volontaires ont discuté de la façon dont celui-ci pourrait accomplir la peine que lui a infligée la cour d'appel de Toulouse le 15 novembre 2005 : quatre mois de prison ferme, en tant que récidiviste, pour avoir participé au fauchage d'un champ de maïs transgénique le 25 juillet 2004 à Menville (Haute-Garonne).

En droit, la juge pouvait placer M. Bové sous bracelet électronique, mesure que le leader paysan avait par avance rejetée. Ce refus aurait pu justifier sa mise en détention immédiate. Selon son avocat, Me François Roux, José Bové a indiqué qu'il acceptait un aménagement de sa peine, qui pourrait prendre la forme de "jours amendes". La juge l'a convoqué le 10 décembre, pour un débat contradictoire avec le procureur.

CLAUSE DE SAUVEGARDE

Ce rebondissement judiciaire intervient alors que le gouvernement a annoncé que la France déposerait auprès de la Commission de Bruxelles une déclaration de clause de sauvegarde sur le MON 810, le seul maïs transgénique autorisé à la culture dans l'Hexagone. Cette demande équivaut à l'interdire pour 2008. Le recours à la clause de sauvegarde a été confirmé, vendredi 9 novembre, par la secrétaire d'Etat à l'écologie, Nathalie Kosciusko-Morizet. Dans la foulée du Grenelle de l'environnement, Jean-Louis Borloo avait annoncé l'utilisation de la clause de sauvegarde le 31 octobre à l'Assemblée nationale.

Les services juridiques des ministères de l'écologie et de l'agriculture étudient par ailleurs si le droit européen permet de retirer la demande d'autorisation du maïs Bt 11 que la France avait déposée auprès de la Commission européenne, en août 1998. Ce maïs est, aujourd'hui, considéré par le commissaire européen à l'environnement, Stavros Dimas, comme ne présentant pas toutes les garanties d'innocuité environnementale, au regard de nouvelles études scientifiques. M. Dimas souhaite donc son retrait, ainsi que celui d'un autre OGM, le maïs 1507.

Les Faucheurs volontaires font remarquer que le fauchage pour lequel José Bové a été condamné visait une parcelle sur laquelle était cultivé ce même maïs Bt 11 que le commissaire européen juge aujourd'hui problématique. Hervé Kempf

3 millions d'Italiens ont voté contre les OGM lors d'une consultation nationale http://afp.google.com/article/ALegM5imu03og3yOYiG6zRAZoQ6e5RhG3g

ROME (AFP) — Près de trois millions d'Italiens ont voté contre les organismes génétiquement modifiés (OGM) au cours d'une vaste consultation nationale organisée par une trentaine d'associations d'agriculteurs, de consommateurs, de défense de la nature et de la grande distribution.

"Nous avons atteint notre objectif de trois millions de signatures", a affirmé à la presse le porte-parole de la coalition "Italie/Europe libres des OGM", Mario Capanna, ex-leader de la contestation étudiante de 1968 en Italie.

"Au 10 novembre, 3.068.958 personnes, soit 99,43% des signataires ont répondu +oui+ à la question +voulez-vous que le secteur agroalimentaire soit libre d'OGM ?+", a-t-il précisé.

La campagne de signatures avait été lancée il y a deux mois par cette coalition regroupant 32 associations, qui affirment rassembler près de 11 millions de membres.

Dans cette coalition figurent les plus grands syndicats agricoles, les principales associations de consommateurs, des organisations de défense de l'environnement comme Greenpeace ou le WWF mais aussi l'association des donneurs de sang italiens et la COOP, grande chaîne de magasins coopératifs proche de la gauche.

Les signatures ont été recueillies principalement au cours des quelque 2.000 évènements organisés à travers le pays, mais "le nombre de votes spontanés qui nous sont parvenus, via courrier, sms, ou sur notre site internet a été une surprise formidable", s'est félicité M. Capana.

"Nous avons réussi à toucher le gouvernement italien, mais aussi l'Union européenne", a-t-il également souligné, indiquant qu'une délégation de la coalition avait été reçue à Bruxelles par des responsables de la politique de l'environnement et que l'initiative avait reçu le soutien du président de la Chambre des députés, le communiste Fausto Bertinotti.

Les promoteurs de la consultation espèrent obtenir du gouvernement "un moratoire illimité" en Italie sur la culture des OGM alors que 14 sur 20 des régions italiennes se sont déclarées jusqu'à présent "libres d'OGM".

"Avec cette campagne, notre rêve de voir un jour une Italie mais aussi une Europe libres d'OGM est devenu une possibilité concrète", a encore déclaré M. Capanna.





Un chercheur remercié après avoir pris position sur les OGM

Par Mathieu Eisinger (Documentariste)

http://www.rue89.com/2007/11/13/un-chercheur-remercie-apres-avoir-pris-position-sur-les-ogm

Christian Vélot ne décolère pas. Depuis qu'il a sorti le nez de ses éprouvettes pour prendre position sur les OGM, ce chercheur en microbiologie moléculaire et professeur à l'université d'Orsay a des ennuis avec sa direction.

La voix encore pleine d'indignation, il évoque cette lettre du futur directeur de son laboratoire, reçue il y a trois semaines: "Tu comprendras que je ne peux pas compter sur toi pour le prochain contrat de 2010." Sa faute? "Peut-être vouloir informer les citoyens?", répond-il en forme de boutade.

Lors d'une réunion publique, il s'indigne des arguments d'un chercheur

Christian Vélot travaille sur des champignons. Pour comprendre les fonctions de certains gènes, il utilise des techniques OGM. Quand le débat sur les OGM agroalimentaires devient public en 2001, il s'étonne de la présentation qui en est faite.

Au cours d'une réunion publique d'information sur la question, il assiste médusé à une passe d'armes entre un chercheur et un agriculteur. Le premier, à court d'arguments, utilise un exemple souvent avancé par la profession: l'insuline, qui soigne des milliers de diabétiques, est synthétisée grâce à des OGM.

C'en est trop pour Christian Vélot, qui s'indigne:

"C'est facile. Beaucoup de gens ont des proches diabétiques. Utiliser la santé pour désarmer les gens et éviter les questions de fond, c'est vraiment malhonnête!"

L'homme n'a jamais eu la langue dans sa poche. Cette réunion marquera le début de son combat, et il va bientôt fédérer autour de lui beaucoup d'opposants aux OGM: derrière le chercheur se cache en effet un très bon pédagogue. La base de son analyse? Il faut séparer deux types d'OGM: les outils, qui vont servir en recherche et en médecine; et les produits finaux, que l'industrie agroalimentaire souhaite généraliser. (Voir la vidéo.) Au cours d'une table ronde organisée par le Crédit agricole, Christian Vélot monte pour le première fois à l'estrade, devant un parterre d'agriculteurs. Contrairement aux craintes des organisateurs, pas de foire d'empoigne. Les pro et les anti OGM apprécient son discours.

Des prises de position nuancées, mais qui agacent sa hiérarchie

Le bouche-à-oreille fonctionne bien, et bientôt, on le demande un peu partout. Sa popularité grandissante et ses prises de position font grincer des dents dans son laboratoire. Pourtant, son discours reste nuancé, et ne devrait pas gêner sa direction. Mais c'est sans compter les réflexes corporatistes de certains scientifiques. Les pressions vont crescendo: ses crédits de recherche sont amputés, on lui refuse le renfort d'une doctorante, on l'oblige à déménager... avant de lui montrer la porte. (Voir la vidéo.)

Côté direction, motus et bouche cousue. La tension est palpable. La directrice, jointe au téléphone, explique que ses autorité de tutelle lui interdisent "toute déclaration sur le sujet". Frédéric Dardel, directeur du département Science de la vie au CNRS, sera plus loquace: "Le futur directeur a tout loisir pour composer ses équipes, les critères d'éviction sont scientifiques, il n'y a pas eu de discrimination à son égard."

Ces critères? Le nombre de publications et... rien d'autre. Dans le jargon du CNRS, Christian Vélot est un "non-publiant". Certes, un chercheur doit montrer l'avancement de son projet à la communauté scientifique à travers des articles dans la presse scientifique.

Mais le nombre de publications est cyclique. Christian Vélot a réuni son équipe en 2005, son thème de recherche est nouveau, et il a des publications en préparation. Quant aux "discriminations", il est bien le seul chercheur de son institut à avoir eu la totalité de ses crédits récurrents réquisitionnés, au titre de la restructuration financière.

Un statut protecteur pour les "lanceurs d'alerte"

"On ne peut espérer des critiques constructives si on bafoue les chercheurs dans leur liberté de parole", commente Christian Vélot. Qui ne compte pas en rester là. Il participait récemment à une conférence de presse commune avec d'autres chercheurs qui, comme lui, subissent des pressions.

Pour se défendre, ils veulent s'inspirer du statut juridique dont bénéficient leurs collègues anglo-saxons. Ce dernier protège les acteurs de la société civile qui dénoncent des agissements contraires à l'intérêt public.

On les appelle les "whistleblowers", en français les "lanceurs d'alerte". L'idée en intéresse beaucoup dans l'Hexagone. C'était même l'une des propositions étudiées par le groupe "gouvernance" du Grenelle. Elle n'a pas été retenue.

Une lettre pour soutenir Christian Vélot est disponible sur http://www.OGMdangers.org/tmp/lettre_CV.doc





http://www.altermonde-sans-frontiere.com/spip.php?article4270

Une étude indépendante Russe publiée en 2006 montrait que la progéniture des rates nourries aux OGM était gravement affectée. par Geoffrey Lean

Le taux de mortalité des nouveaux nés chez les rats est six fois plus élevé quand la mère a été nourrie avec un régime de soja modifié

De nouvelles recherches suggèrent que les femmes qui mangent des aliments génétiquement modifiés pendant la grossesse risquent de mettre en danger leurs bébés à naître.

L'étude, réalisée par une chercheuse à l'Académie des Sciences de Russie, a constaté que plus de la moitié de la progéniture des rates nourries au soja modifié est morte dans les trois premières semaines de vie, six fois plus nombreuse que celle née de mères ayant une alimentation normale. Elle était aussi six fois plus nombreuse à avoir un poids gravement insuffisant.

La recherche, qui est en cours de préparation pour publication, n'est que l'une d'un groupe d'études récentes qui ont relancé la peur que l'alimentation génétiquement modifiée endommage la santé humaine. Une recherche italienne a constaté que le soja modifié affectait le foie et le pancréas des souris. L'Australie a dû abandonner une tentative d'une durée de dix ans pour développer des pois modifiés quand l'étude a révélé qu'ils provoquaient des dommages aux poumons.

Et en mai dernier, ce journal-ci révélait un rapport secret du géant de la biotechnologie Monsanto, qui montrait que les rats nourris avec un régime alimentaire riche en OGM de maïs avaient les reins plus petits et un nombre plus grand de globules sanguins — ce qui suggère de possibles dommages au système immunitaire —, que ceux qui mangeait de manière similaire de la nourriture conventionnelle.

L'Organisation de la Nourriture et de l'Agriculture des Nations Unies tenait un atelier sur la sécurité des aliments génétiquement modifiés à son siège de Rome à la fin de l'année dernière. L'atelier s'adressait aux scientifiques dont les recherches suscitaient de l'inquiétude sur les dangers de santé. Mais l'Organisation Mondiale du Commerce est attendue le mois prochain en soutien d'une tentative de l'administration Bush pour forcer les pays européens à accepter les aliments génétiquement modifiés [c'était en 2006, NDT].

La recherche russes menace d'avoir un effet explosif sur l'opinion publique déjà hostile. Effectuée par la Dr Irina Ermakova, à l'Institut Supérieur de l'Activité Nerveuse et de Neurophysiologie de l'Académie des Sciences Russe, c'est certainement la première à examiner les effets des aliments génétiquement modifiés sur la progéniture à naître. La scientifique a rajouté de la farine de haricots de soja génétiquement modifiés — produits par Monsanto pour résister à son pesticide Roundup — à la nourriture des femelles, commençant deux semaines avant la conception, continuant pendant la grossesse, l'accouchement et l'allaitement. D'autres rates ont reçu du soja naturel, et un troisième groupe n'a pas du tout recu de soja.

Elle a trouvé que 36% des jeunes des rates nourries au soja modifié avaient un poids gravement insuffisant, comparés aux 6% de la progéniture des autres groupes. Plus alarmant encore, un atterrant 55,6% de ceux nés des mères au régime OGM ont péri trois semaines après la naissance, comparés aux 9% de la progéniture de celles nourries au soja naturel, et aux 6,8% des jeunes de celles nourries sans soja.

« La morphologie et la biochimie des structures des rats sont très semblables à celles des hommes, ce qui rend les résultats très inquiétants » a déclaré la Dr Ermakova. « Cela indique un risque pour les mères et leurs bébés. » Les écologistes disent que bien que les résultats sont préliminaires, ils sont potentiellement si graves qu'ils doivent être poursuivis. L'Académie de Médecine Environnementale US a demandé à l'Institut de la Santé US de sponsoriser immédiatement un examen indépendant de contrôle de longue durée.

Le soja de Monsanto est largement consommés par les étasuniens. Il y a peu ou aucune récolte OGM dans les aliments britanniques, bien qu'on en importe pour nourrir les animaux d'élevage pour la viande.

Tony Coombes, directeur des affaires générales de Monsanto au Royaume-Uni, a déclaré : « Le poids écrasant des preuves publiées, soumises à un comité de relecture, des études scientifiques menées indépendamment, démontrent que le soja Roundup Ready peut être consommé sans danger par les rats, ainsi que par toutes les autres espèces animales étudiées . »

Ce que l'expérience a trouvé

Les scientifiques russes ont rajouté de la farine de soja GM à l'alimentation des rates, deux semaines avant l'accouplement, et ont continué cette alimentation pendant la grossesse, l'accouchement et l'allaitement. D'autres rates ont reçu du soja naturel ou pas du tout de soja. Six fois plus de la progéniture des rates nourries au soja avait une grave insuffisance pondérale par rapport à celle née des rates nourries avec un régime normal. En trois semaines, 55,6% des jeunes des mère nourries au soja modifié étaient morts, contre 9% de la progéniture de celles nourris au soja conventionnel.

Original: commondreams.org

Coordonnées de Rés'OGM Info : 8 quai Maréchal Joffre, 69002 Lyon, 04 78 42 95 37, resogminfo@free.fr, www.resogm.org